

CONFERENCE DE PRESSE DE FRANCOIS HOLLANDE LUNDI 29 SEPTEMBRE 2008

La crise financière est la crise d'un système sans règle. Pour que chacun comprenne bien ce qui s'est produit, il faut revenir à l'origine même de la crise, c'est-à-dire l'excès de crédits, notamment hypothécaires, accordés sans précaution par le système bancaire américain qui a été livré à lui-même.

Tant que les prix de l'immobilier progressaient, le système fonctionnait et la machine à distribuer des crédits pouvait s'emballer. Mais, dès lors que le prix des actifs immobiliers a baissé, une mécanique infernale s'est alors enclenchée. Elle a d'abord frappé des particuliers, puis ensuite tout le système bancaire et, au-delà du système bancaire, toutes les places financières. Des crédits ont été transformés en obligations et les obligations ont perdu de leur valeur, d'où la double crise : crise du marché immobilier et crise des marchés financiers.

L'explication est donc toute simple : **c'est une crise dont les causes sont la dérégulation, la libéralisation et la financiarisation.**

L'Etat n'a pas joué son rôle parce qu'il n'y avait plus d'Etat. Et, le paradoxe de la situation, c'est quand les marchés sont en crise, quand les établissements financiers sont en faillite, le seul acteur qui peut venir en dernier ressort solvabiliser l'ensemble c'est l'Etat lui-même. C'est ce qui se produit aux Etats-Unis avec le plan qui va dégager 700 milliards de dollars pour éponger les crédits toxiques et sauver le système bancaire.

Il y a paradoxe parce que la crise est née de l'effacement de l'Etat et le règlement de la crise suppose le retour de l'Etat.

De ce point de vue, c'est l'échec des Libéraux. Ils en sont d'ailleurs à ce point conscients qu'ils viennent maintenant chercher dans les thèses des progressistes la justification même de leur politique.

La crise financière que nous connaissons aujourd'hui dans sa phase paroxystique est une crise qui dure depuis un an. On finirait par l'oublier. C'est en août 2007, avec ce que l'on a appelé les « subprimes », que la submersion de l'ensemble des établissements financiers américains est intervenue. Cette crise a été mal réglée aux Etats-Unis puisqu'il a fallu attendre la faillite des particuliers pour prendre la mesure de ce qui risquait de se produire au niveau des établissements financiers eux-mêmes –d'où la partie de domino qui s'est jouée où, de proche en proche, c'est l'ensemble du système qui a été contaminé et déstabilisé.

Mais, la crise a été mal estimée en France quand elle n'a pas été niée. Souvenons-nous, il y a près d'un an, le Chef de l'Etat disait qu'il n'y avait pas besoin de changer la politique économique, que tout était sous contrôle et que la crise ne viendrait pas jusqu'en France. Le Premier ministre, il y a encore à peine trois mois, disait que le taux de croissance de la France ne serait pas affecté par la crise venant des Etats-Unis. Et que de la Ministre de l'Economie et des Finances qui voulait nous faire croire, dès l'origine de la crise, que tel le nuage de Tchernobyl, nos frontières seraient épargnées, notre système financier n'aurait rien à craindre et notre économie pas davantage ! Je veux croire qu'elle tenait un discours de circonstance. Mais, quand on est responsable de l'économie dans un pays comme le nôtre, la moindre des responsabilités c'est précisément de dire la vérité. Cette vérité a été cachée. Cette vérité a été travestie pour être ensuite révélée, mais il est trop tard.

La France est plus vulnérable que d'autres pays par rapport à cette crise. Le système bancaire sera sans doute affecté – nous connaissons déjà quelques établissements qui font preuve de grande fragilité- mais il est globalement solide et d'autant plus résistant que, dans notre pays, il n'y a pas eu de distinction entre banques d'affaires et banques de dépôts. C'est pourquoi, il n'est nul besoin de rassurer davantage les déposants lesquels, je le rappelle, ne sont pas protégés par les propos de Nicolas Sarkozy jeudi à Toulon mais par une loi de 1999 qui garantit que tous les dépôts dans les banques jusqu'à 70 000 euros sont sûrs quant à leur remboursement possible en cas de défaillance de l'établissement.

Je ne dis pas qu'il ne faudra pas avoir des procédures exceptionnelles pour tel ou tel établissement financier et ce sera à la Caisse des dépôts, pour ce qui nous concerne, non pas de jouer les pompiers mais d'assurer la solvabilité des établissements.

La France est plus vulnérable non pas par son système bancaire, mais par l'état de son économie et les choix qui ont été faits depuis au moins un an et demi. Nous sommes dans un pays où la croissance est sans doute la plus faible de toute la zone euro – moins de 1 %-, où le chômage est plus élevé que chez nos voisins – aujourd'hui nous connaissons les chiffres du chômage, c'est la plus forte progression depuis 1993 et cela vient démentir, là encore, toutes les prévisions de Nicolas Sarkozy en matière de retour au plein emploi.

Ce chiffre n'est pas une surprise. Déjà, depuis plusieurs mois, il était relevé une augmentation continue du chômage et des difficultés grandissantes dans le secteur de l'intérim ainsi que dans un certain nombre de secteurs dont on sait qu'ils annoncent un ralentissement, notamment dans le secteur de la distribution.

Nous avons aussi des déficits plus élevés que partout ailleurs. Déficit de notre commerce extérieur : 50 milliards d'euros, c'est un record historique, quand nos amis Allemands font 200 milliards d'euros

d'excédents. Déficit de nos finances publiques : il faut savoir que le déficit prévisionnel pour 2008 était de 41 milliards d'euros ; le déficit constaté sera proche de 50 milliards d'euros ; et le déficit qui est inscrit dans la loi de finances pour 2009 est de 52 milliards d'euros. Il y a donc un dérapage des déficits budgétaires et donc une élévation du niveau de l'endettement dans notre pays, l'endettement public représentant 66 % de la richesse nationale, c'est-à-dire en hausse continue depuis maintenant deux ans.

Notre économie souffre donc de la conjugaison d'une médiocre compétitivité de nos entreprises et d'un endettement élevé de l'Etat. Ce qui fait que les possibilités de relance sont diminuées d'autant. L'Etat n'a plus d'argent dans les caisses (« elles sont vides ») et n'a plus les moyens de soutenir la croissance, faute de compétitivité de nos entreprises. C'est un double problème d'offre et de demande.

Le risque majeur aujourd'hui, c'est que la récession soit devant nous, faute de capacité pour l'Etat aujourd'hui de réarmer l'économie française, et en raison d'une menace majeure de resserrement du crédit. Pas simplement du coût du crédit avec le relèvement des taux d'intérêt, mais de l'accès pour les entreprises et les particuliers au crédit. Ce qui menace l'économie française, et d'ailleurs l'économie européenne, c'est que les banques engagées sur de mauvais crédits –ceux d'hier, les crédits toxiques- souffrant d'un manque de liquidités, payant plus cher l'argent, resserrent et la quantité de crédits et relèvent le coût du crédit.

Face à cette situation, le pouvoir essaye d'exonérer sa responsabilité. Nicolas Sarkozy, dans son discours de jeudi, a usé de la dramatisation mais sans proposition. **Il a instrumentalisé la crise internationale –elle existe, elle est là- pour renoncer à tous ses engagements :**

- Engagements en matière de pouvoir d'achat qui est en baisse depuis un an et demi.
- Engagements en matière de baisses d'impôts : il avait promis pendant la campagne 4 points de prélèvements obligatoires en moins. Il va y avoir une augmentation des taxes et des impôts.
- Engagements en matière d'emploi, puisque le chômage progresse.
- Engagements en matière d'équilibre des finances publiques, puisque nous allons avoir une aggravation de l'endettement.

Il est responsable de la situation d'aujourd'hui. Les choix qui ont été faits en 2002 ont été particulièrement malencontreux et décalés par rapport à la gravité de la crise.

Le paquet fiscal d'abord. Il a été non seulement inefficace au plan économique –chacun en fait le constat, mais il a été injuste : aujourd'hui la seule catégorie de contribuables qui ne paiera même pas la contribution pour financer le RSA est les bénéficiaires du bouclier fiscal.

C'est une forme de sanctuarisation des plus fortunés dans notre pays qui fait qu'aujourd'hui, l'appel à la solidarité vaut pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de payer plus de 50 % en revenus pour leurs impôts.

Mais, le paquet fiscal est une faute encore plus grave par rapport à la gestion des finances publiques. Avoir privé l'Etat de près de 15 milliards d'euros alors même que l'Etat est à découvert fait que l'imprévoyance s'ajoute à l'injustice. Le déficit budgétaire, pour la seule année 2008, aura augmenté de 25 %. C'est-à-dire que le paquet fiscal a été financé à crédit, comme une vulgaire subprime ! En définitive c'est un « crédit pourri » qui a été distribué ! Puisque ce sont les contribuables de demain, ceux d'après-demain qui devront payer pour l'aggravation de l'endettement provoqué par le paquet fiscal.

Il faut que chacun comprenne que le paquet fiscal n'est pas simplement une faute économique, c'est une mauvaise gestion budgétaire qui vaut pour aujourd'hui, sûrement, mais qui vaut aussi pour demain et après-demain puisqu'il faut payer plus cher avec des taux d'intérêt plus élevés les crédits qui étaient nécessaires pour financer les baisses d'impôts pour les plus favorisés.

Jamais on ne dira assez combien la faute du paquet fiscal est inexcusable dans la conjoncture d'aujourd'hui.

Mais, ce n'est pas le seul choix malencontreux qui a été fait. Les décisions qui ont été prises en matière d'emploi, favorisant le recours aux heures supplémentaires par rapport aux heures normales, conduisent aujourd'hui l'intérim, les contrats à durée déterminée à être mis en cause, car il est plus simple et moins onéreux pour les employeurs de recourir aux heures supplémentaires. De la même façon, la suppression des emplois aidés – ces emplois qui sont nécessaires pour qu'il puisse y avoir retour vers l'activité- a de graves conséquences sur l'emploi. Et, enfin, rien n'a fait depuis un an et demi –voir même depuis 6 ans- en matière d'amélioration de la compétitivité de nos entreprises, à travers des soutiens à l'innovation, à la Recherche, à l'industrialisation de nos territoires. On a même avantagé fiscalement la rente par rapport à l'investissement.

Le discours de Nicolas Sarkozy sur la dramatisation dans laquelle nous serions maintenant tous entrés, la peur qu'il faudrait lever chez chacun d'entre nous est en décalage par rapport à ses propres responsabilités.

Le budget qui nous a été présenté pour 2009 va aggraver la situation. Ce qui était frappant jeudi soir, c'est qu'il n'y avait pas de proposition de Nicolas Sarkozy, l'annonce d'un budget, le lendemain, qui aggravera la situation. Prenons trois exemples :

- Suppression des emplois publics (30 000) au moins où le chômage progresse.

- Relèvement des prélèvements, des taxes de toute nature : il semble que l'on en invente encore une aujourd'hui sur les barres chocolatées... Je ne sais pas si cela sera de nature à redresser nos finances publiques, mais cela fait partie de l'imagination fiscale de ceux qui nous gouvernent. Les prélèvements vont donc continuer à progresser. Citons-en quelques-unes : la taxe sur les mutuelles ; la taxe sur la téléphonie ; la taxe sur internet ; la cotisation retraite qui va être relevée alors même que la cotisation UNEDIC ne peut pas diminuer compte tenu de la progression du chômage ; et, enfin, le financement du RSA qui justifie une nouvelle taxe dont seront exonérés les plus favorisés.
- L'amputation des dotations aux collectivités locales qui aura forcément comme conséquence la diminution des investissements publics.

Le Premier ministre nous parle d'unité nationale, c'est-à-dire demander à l'opposition de venir apporter son soutien à une mauvaise politique.

Unité nationale ! D'accord ! Chiche ! Mais que l'on commence par supprimer, ensemble, le paquet fiscal !

Unité nationale ! Entièrement d'accord, si l'on continue par mettre en cause la privatisation de La Poste.

Unité nationale ! Pourquoi pas, s'il s'agit de revenir sur les suppressions d'effectifs dans la fonction publique, et notamment les postes d'enseignants.

Unité nationale ! Jusqu'au bout s'il s'agit de supprimer les franchises médicales.

Mais, si l'unité nationale consiste à demander à la gauche de soutenir une politique qui échoue, sûrement pas ! Si l'unité nationale consiste à demander aux Français de participer à l'unité nationale pour accepter des sacrifices supplémentaires quand sont exonérées de toute contribution les plus grandes fortunes de notre pays, c'est inacceptable !

C'est un discours qui vise à détourner l'attention des responsabilités sur les décisions qui ont été prises depuis un an et demi.

Voici ce que nous ferions si nous étions aux responsabilités :

Nous présenterions un plan en six points :

- ***Permettre l'accès aux crédits des PME et des accédants à la propriété :***

La menace principale sur l'économie française, c'est l'incapacité pour les entreprises françaises qui veulent financer leurs projets d'investissement quant à l'accès aux crédits. Et c'est aussi une crise très grave sur le marché de l'immobilier : les accédants à la

propriété, même avec un apport personnel, ne pourront pas trouver le complément sous forme de crédits, même à des taux d'intérêts élevés. Le premier devoir, dans cette situation, c'est de créer un Fonds National de Garantie qui permettrait sur les projets des PME et sur le marché immobilier pour l'accès à la propriété de garantir aux banques, par un système de caution publique, les crédits qui seraient ainsi distribués.

- **Stimuler l'investissement des entreprises :**

Il ne peut pas y avoir redressement de la croissance s'il n'y a pas de création de richesses à travers des choix d'investissements. Et, dans ces moments de crise, de troubles, d'inquiétude, de peur, la première tentation pour beaucoup d'entreprises est de renoncer à des choix d'avenir, de rétracter la décision d'investissement ou de son ampleur. Il faut absolument que soit stimulé l'investissement des entreprises.

Et comment ? Il faut baisser l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et relever l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui distribuent sous forme de dividendes leurs profits. Les profits doivent aller à l'investissement et non pas à l'alimentation du marché boursier. De la même manière, il faut baisser de façon exceptionnelle l'impôt sur les sociétés des petites entreprises, et notamment les plus innovantes, parce ce sont elles qui assureront le redémarrage de l'activité et de la croissance.

- **Soutenir le pouvoir d'achat :**

Il faut avoir la volonté de mettre en cause tout le système d'exonération de cotisations sociales. Pour beaucoup, cet allègement de charges était lié aux 35 heures. Dès lors que les 35 heures ont été mises en cause, mises en pièces, il ne peut plus être accepté de verser des exonérations de cotisations sociales sans contrepartie. Il faut donc conditionner les exonérations de cotisations à l'emploi et à l'augmentation de salaires, non pas à l'ouverture de la négociation salariale, mais à la conclusion sous forme d'un accord salarial signé par une majorité de syndicats, selon le critère de la représentativité. Soutien au pouvoir d'achat par la généralisation du chèque transport : cette mascarade a assez duré de laisser penser qu'il va y avoir un soutien pour alléger le coût des déplacements de nos concitoyens, alors que le mécanisme est facultatif. Il faut le rendre obligatoire.

Il faut relever les allocations familiales. Nous avons parlé de l'allocation de rentrée scolaire. Aujourd'hui, ce sont les prestations familiales qui doivent être revalorisées à partir d'économies prises sur la suppression du paquet fiscal.

- **Permettre à l'investissement public de jouer tout son rôle
contrat cyclique :**

Si les collectivités locales renoncent à des projets d'investissement d'infrastructures ou d'amélioration de notre environnement ou de logements, alors la faiblesse de l'investissement privé –si elle n'est pas corrigée- couplée à une rétraction de l'investissement public aggravera encore les risques sur la croissance. Il faut donc que les dotations de l'Etat aux collectivités locales soient au mieux augmentées et pour le moins stabilisées, alors qu'elles sont en réduction en valeur réelle.

Cela permettrait de garder trois priorités pour l'investissement public : l'Education, les transports collectifs et les économies d'énergie et le logement.

- **Notre cinquième proposition est de l'ordre de l'Europe.**

Dois-je d'ailleurs rappeler que le Président de la République est le Président de l'Union européenne ! On finirait par l'oublier ! Il faut dire que comme nos engagements budgétaires liés à l'acceptation de l'euro (la fameuse règle des 3 %) ne sont en rien respectés, il est difficile pour le Chef de l'Etat d'être le gendarme puisqu'il est le contrevenant ! C'est compliqué.

Faut-il revoir le pacte de stabilité ? Sommes-nous les mieux placés pour le demander, compte tenu de la situation de nos finances publiques ? En tout cas, aujourd'hui, c'est à l'échelle de l'Europe qu'il faut aussi présenter un plan commun.

Il faudrait d'abord coordonner nos politiques économiques, et notamment nos politiques budgétaires. Il se trouve qu'il y a des Etats en Europe qui ont mieux géré leurs finances publiques et qui ont la capacité pour intervenir, notamment l'Espagne.

Il faudra donc, puisque les Etats n'en ont plus la capacité, lever un emprunt européen pour financer les dépenses d'infrastructures susceptibles de soutenir la croissance dans cette période. La Banque européenne d'investissement en aurait la responsabilité.

Mais, il faut aller plus loin, notamment pour prévenir d'autres crises. Il faut un contrôle public des agences de notations. Il faut avoir des systèmes de contrôles des comptes, notamment via les commissaires aux comptes qui sont indépendants ; Il faut avoir une obligation de transparence sur les produits financiers et savoir exactement quelle est la place des fonds spéculatifs dans le bilan des banques européennes. Il faut réglementer strictement les procédures de mandataires qui sont à l'origine des phénomènes de spéculation qui affaiblissent l'ensemble du système financier. Il faut avoir une discussion ferme la Banque Centrale Européenne pour la gestion des taux d'intérêts. Car ce qu'il faut lui demander, c'est de ne pas regarder simplement le compteur de l'inflation –nous ne sommes pas, aujourd'hui, dans une situation de risque- mais d'avoir comme références la croissance et l'emploi et, en même temps, de fournir des liquidités suffisantes à l'ensemble du système bancaire.

C'est ce discours de responsabilité qu'il faut avoir si l'on veut d'ailleurs être entendu par les autorités monétaires européennes, mais aussi par nos partenaires. Sinon, comment serons-nous regardés ? Comme un pays sous la responsabilité de Nicolas Sarkozy incapable de gérer ses finances publiques et qui fait la leçon à tout le monde ! Qui n'est par ailleurs pas capable de convoquer une conférence européenne pour prendre la mesure de ce qui se produit dans le monde !

Enfin, lorsque l'on cherche des coupables –et Nicolas Sarkozy est devenu professionnel dans cet exercice tout en s'étant lui-même immunisé- il ne suffit pas d'aller très loin. Les paradis fiscaux ne sont pas forcément sur les places offshore que l'on ne connaît pas. Ils sont tout près de nous, en Europe. La première obligation, c'est de mettre en cause ces paradis fiscaux qui ont permis à certains fonds spéculatifs d'entretenir la crise.

- **Mise en place d'un nouveau Bretton Woods :**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, des pays qui étaient sortis d'un conflit tragique ont été capables de mettre de l'ordre dans les fluctuations des monnaies avec le souvenir que l'anarchie dans les fluctuations des monnaies n'avait pas été pour rien dans les catastrophes politiques de l'entre-deux guerres. Aujourd'hui, alors même que nous connaissons une crise grave –ne faisons pas de comparaison d'ailleurs avec celle de 29, car nous avons connu d'autres crises depuis la seconde guerre mondiale- l'exigence est de remettre de l'ordre dans les fluctuations des monnaies et de convoquer une conférence monétaire internationale pour les marges de fluctuations.

CONCLUSION

Je me félicite, comme l'ensemble des responsables, qu'un accord ait pu être trouvé au Congrès américain pour mettre un terme à une première étape du règlement de la crise.

Qui va payer ? Le contribuable américain ? C'est possible, puisque ce sera à travers une augmentation de la dépense publique du budget fédéral.

Mais, en fait, ce sera tout le monde qui paiera pour les Etats-Unis. Car, comment le budget fédéral est-il équilibré, alors qu'il va sans doute y avoir un déficit de l'ordre de 10 à 12 % de la richesse nationale américaine ? C'est l'épargne mondiale qui viendra au secours du budget américain. L'épargne des pays émergents, paradoxe des paradoxes. Mais, l'épargne aussi de l'Europe. Et nous aurons aussi à subir, s'il n'est pas mis bon ordre grâce à une conférence internationale, les fluctuations du dollar qui, nécessairement, seront plutôt à la baisse qu'à la hausse et qui mettront encore plus en difficulté les entreprises, compte tenu du rapport entre l'euro et le dollar.